

Politique | Budget en Nouvelle-Aquitaine : un cap à maintenir



"Même si nous n'étions pas soumis à une maîtrise des dépenses de fonctionnement par l'État, que je considère par ailleurs comme étant assez humiliante, nous aurions tenu les comptes. Même si on est à un an d'une élection, la moindre des choses, c'est de rendre des comptes propres", a affirmé ce vendredi Alain Rousset, à la veille d'une séance plénière du conseil régional de Nouvelle-Aquitaine, dont l'un des gros dossiers sera financier, à savoir le vote d'une décision modificative sur le budget 2020. Focus sur les grands investissements à venir et la stratégie économique que la collectivité souhaite conforter.

Après le [petit rappel de la Cour des Comptes](#) en septembre, la région replonge le nez dans ses comptes. Les ajustements qui seront discutés lundi et mardi en plénière porteront donc sur des dépenses nouvelles (16,9 millions d'euros) mais aussi des "annulations de dépenses" (169 millions d'euros). "Ça représente environ 30 millions sur la construction, sept millions sur l'apprentissage comme les projets sur la CMA86 ou CMA79 (Chambres Métiers Artisanat) qui sont décalés dans le temps ou encore 19 millions pour le transport et la régénération de lignes. Ce sont des reports de dépenses qui vont servir à diminuer l'emprunt prévisionnel précédemment acté sur le budget primitif. Elles seront réinscrites en 2020", souligne la première vice-présidente de la région Nouvelle-Aquitaine en charge des finances Andréa Brouille.

Les annulations se retrouvent aussi dans les dépenses de fonctionnement (-53 millions d'euros) qui viennent assez largement combler les nouvelles dépenses (12,4 millions). La région votera également de nouvelles autorisations sur des dossiers clé : "stockage de l'énergie et batteries du futur" (7 millions d'euros d'autorisation de programme en 2019 "sur un engagement globale de près de 25 millions), quatre millions fléchés sur le projet de rénovation de l'Arsenal de Rochefort (inscrit dans les [contrats de territoires](#)), un peu moins de six millions pour la mise en travaux de la ligne Lalauque-Tartas (transport ferré de marchandises), 128 millions d'autorisation d'engagement (proposées au vote) pour renouveler les délégations de transports routiers et scolaires en Gironde et en Dordogne ou encore 25 millions "pour assurer la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle dès début 2020".

Les premiers chantiers de NéoTerra

À noter que la réforme de l'apprentissage a, selon Andréa Brouille, une conséquence sonnante et trébuchante sur les finances : une perte de 178 millions d'euros de recettes, de 120 millions d'euros de dépenses et d'une épargne

de 56 millions d'euros. Malgré une compensation à venir (28 millions), cela signifie que "soit nos investissements seront gérés par de l'emprunt supplémentaire, soit ils le seront par une maîtrise plus forte de nos dépenses de fonctionnement". Autrement dit : il va falloir emprunter... ou faire des coupes. Le budget 2020, aux premières esquisses, respecte les engagements de la stratégie budgétaire prise en 2016 par la collectivité, à savoir ne pas dépasser un taux d'investissement de 30% (soit 800 millions d'euros) avec un plafond de capacité de désendettement fixé à sept années pour la fin de la mandature (4,5 ans en réalisé en 2018), le tout en respectant le plafond de la contractualisation nationale sur le fonctionnement (1,2%). "Ces orientations budgétaires intègrent de nouvelles ambitions, en particulier celles inscrites sur la feuille NéoTerra tout en s'inscrivant dans notre stratégie financière qui permet à la région d'être au rendez-vous et en capacité de répondre à de nouvelles demandes", estime ainsi Andréa Brouille.

Ces premières ébauches de NéoTerra passeront par un AMI (Appel à Manifestation d'Intérêt) sur l'éducation à l'environnement lancé en fin d'année (principalement à destination du jeune public) et une redéfinition de l'accompagnement des réseaux de recherche autour des priorités de la feuille de route : ressources en eau, risques littoraux, changement climatique, études biodiversité). En 2020, la région promet une "accélération forte" de la transition agricole via le fonds Alter'NA, le programme Vitirev et les aides au maintien à l'agriculture biologique "que l'État a arrêté de financer depuis deux ans" qui seront prolongées en 2020 pour les agriculteurs. Enfin, la Nouvelle-Aquitaine envisage de créer (toujours dès l'an prochain) un conservatoire d'espaces naturels et "des actions en faveur des continuités écologiques et de la protection de la ressource en eau". Lors de ce conseil, elle s'attardera aussi sur un vote stratégique : celui du Plan régional de prévention et de gestion des déchets. Elle compte également entrer en expérimentation sur le "verdissement" de sa flotte de transports, notamment les TER, qui devraient tester l'hydrogène et les batteries électriques.

Stratégie économique à renforcer

Du côté des entreprises et de la stratégie économique/innovation, les premiers éléments (à approfondir) apportent déjà du concret : environ une centaine de nouvelles entreprises intégrées au programme "Usine du futur", le même nombre de start-ups accompagnées, 35 nouvelles PME/ETI dans le programme "Accélérateur" de croissance ou 500 nouvelles PME soutenues dans le programme "Croissance Premium". La collectivité promet un développement des filières "amplifié", notamment via un investissement "massif" (pas encore chiffré) sur celles des systèmes de stockage énergétique ou de la "construction durable" (bâtiment).

Dans la stratégie économique, on retrouve aussi un partenariat avec l'entreprise Flying Whales, actuellement au travail sur le développement d'un dirigeable transportant des charges lourdes (60 tonnes de capacité maximale) pour répondre aux demandes de l'ONF (Office National des Forêts) souhaitant extraire des volumes plus importants de bois des forêts qu'il gère. Après avoir annoncé lors du dernier salon du Bourget que le site de production européen de ses dirigeables se situerait en Nouvelle-Aquitaine, reste encore à définir l'endroit précis de cette nouvelle installation. La Nouvelle-Aquitaine est déjà inscrite au capital de l'entreprise (à hauteur de 10,3 millions d'euros, tout comme le Québec qui en a investi 30) mais pourrait abonder le financement du site de production (projet estimé à 80 millions d'euros). Selon le président de la Région, Alain Rousset, ce site "sera en Gironde. Il reste à trouver le terrain car ce bâtiment fera quand même 120 mètres de long et 60 mètres de large. Il y a des contraintes à gérer, surtout en matière de survol. Pour l'instant, trois terrains sont à l'étude pour ce qui constituera une unité d'assemblage des dirigeables". Le choix du site devrait être définitif en fin d'année.



Romain Bêteille

*Crédit Photo : aqui.fr
Publié sur aqui.fr le 19/10/2019
[Url de cet article](#)*